

Des opinions bien arrêtées sur l'apartheid, il s'en trouve partout, à Pretoria comme à Ottawa. Il est beaucoup plus rare cependant de trouver un instrument qui offre des perspectives concrètes de changements. Dans le cas du Zimbabwe, l'action du Commonwealth a été remarquable. Le Commonwealth remportait un certain succès en Afrique du Sud - peut-être trop aux yeux de Pretoria. Quelles que soient les prochaines étapes de la lutte contre l'apartheid, il est maintenant clair que le Commonwealth est une institution bien rodée, une institution au sein de laquelle le Canada, s'il le désire, peut exercer une influence exceptionnelle.

Le Sommet économique a trouvé sa justification au cours de la dernière décennie. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette institution. Elle est le symbole clé de l'unité des démocraties industrielles et un stimulant essentiel de la consultation et de la concertation des principaux pays industriels. Le Sommet a joué un rôle important dans la coordination macro-économique et la politique énergétique, et a tenu le protectionnisme à distance pendant les jours sombres de la récession. Le Sommet a une portée qui dépasse largement les questions économiques. En effet, il embrasse une vaste gamme de questions politiques, et des approches communes ont été adoptées avec une surprenante fréquence.

Il est très significatif que le Japon participe au Sommet, qui est pratiquement le seul groupe restreint où le leader japonais peut rencontrer ses principaux homologues occidentaux.

Le Sommet de Tokyo a une fois de plus produit des résultats concrets - la Déclaration sur le terrorisme témoigne de la détermination des sept à lutter contre ce qui est devenu un fléau international, par une intensification de la coopération internationale.

Je suis très encouragé par les évaluations économiques positives du Sommet - par exemple en ce qui a trait à la marge de manoeuvre permettant une réduction supplémentaire des taux d'intérêt et aux perspectives d'une plus grande croissance. À Tokyo, nous avons obtenu la formation d'un nouveau groupe qui comprendra sept ministres des Finances, dont celui du Canada. Cet organisme nous permettra de participer de manière plus affirmative aux décisions qui façonnent le système économique international et influent sur nos intérêts. Fini le temps où le Canada était exclu des réunions de l'hôtel Plaza.